

Budget 2014-2015

Rien de plus pour les transports collectifs jusqu'en 2024, constate TRANSIT

Québec, 4 juin 2014 – TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs, constate que le gouvernement du Québec ne prévoit aucun investissement supplémentaire dans les infrastructures de transports collectifs d'ici 2024, malgré l'ampleur des besoins au chapitre du maintien et de développement des actifs. Dans la situation actuelle, et malgré le maintien du transfert de 1 milliard annoncé sous le gouvernement précédent, TRANSIT estime qu'il sera impossible de réaliser l'ensemble des projets de transports collectifs, inscrits notamment aux PMAD des régions de Québec et Montréal. Par ailleurs, le budget reste muet sur l'affectation des revenus importants dont le gouvernement disposera dès cette année, à même le marché du carbone qui finance le Fonds vert. Les deux tiers de ces revenus doivent être consacrés dès maintenant au développement des services de transports collectifs à travers le Québec, estime l'Alliance.

« Le gouvernement souhaite relancer l'économie du Québec, mais laisse la situation se dégrader au chapitre de la mobilité des travailleurs, notamment dans les grands pôles urbains. Nos réseaux de transports collectifs à haut débit sont complètement saturés et les besoins augmentent chaque année. En continuant de sous-investir comme on le fait depuis plusieurs années, nous allons finir par étouffer la grande région de Montréal et nuire à la croissance économique de Québec, de Gatineau, de Trois-Rivières et de Sherbrooke », estime TRANSIT. Les besoins supplémentaires sont d'ailleurs estimés à plus de 1G\$ de plus par année pour les seuls réseaux d'autobus, de métro et de trains de banlieue.

TRANSIT note ainsi que le Plan québécois des infrastructures 2014-2024, déposé avec le budget, ne fait que reconduire les sommes déjà insuffisantes prévues antérieurement. « Le gouvernement Couillard n'a pas encore saisi toute l'urgence de la situation », constate encore l'Alliance.

Utiliser le Fonds vert pour développer les services de transports collectifs

Il est prévu que la vente de permis d'émission de gaz à effet de serre dans le cadre du marché du carbone rapportera des revenus supplémentaires estimés à 3G\$ d'ici 2020. Ces revenus, qui seront versés au Fonds vert, financeront pour l'essentiel la mise en place du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, élaboré sous le gouvernement libéral précédent. Cette année seulement, le Fonds vert sera ainsi bonifié de près de 170M\$. Le gouvernement reste muet quant à l'affectation de ces nouveaux revenus. TRANSIT réitère que le gouvernement doit en attribuer les deux tiers au financement de l'augmentation de 40 % de l'achalandage des services de transports collectifs à travers le Québec, un objectif fixé par les municipalités et les sociétés de transport à l'horizon 2020.

Un effort de transparence

TRANSIT souligne l'effort de transparence du gouvernement à l'endroit des projets d'infrastructures prévus au cours des prochaines années au Plan québécois des infrastructures. Pour la première fois depuis longtemps, les projets sont clairement identifiés et les sommes qui leurs sont consacrées, décrites. Cette transparence renforce la crédibilité du gouvernement, qui indique vouloir procéder au cours des prochains mois à la révision du cadre de gestion des infrastructures et du processus de sélection des projets, trop souvent marqué par l'arbitraire.

TRANSIT souligne également un certain rétablissement du ratio d'investissement entre les projets d'infrastructures routières et de transports collectifs. D'ici 2020, les investissements en transports collectifs représenteront près de 28,5 % des investissements du secteur des transports dans son ensemble. Ce ratio se rapproche de la cible de 30 % appuyée par l'ensemble des intervenants, et se compare avantageusement avec des taux oscillants entre 15 % et 18 % qui ont longtemps marqué les investissements dans ce secteur.

-30-

À propos de TRANSIT

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Plus de quarante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme.

Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : www.transitquebec.org.

Renseignements :

Philippe Cousineau-Morin
514.799.1906
info@transitquebec.org